



Un partenariat public-privé entre
Le République Togolaise et ARISE IIP



UN ÉCOSYSTÈME INDUSTRIEL INTÉGRÉ
DE 400 HECTARES, AVEC UN GUICHET UNIQUE



+228 22 53 01 70 | pia@arisenet.com | www.pia-togo.com

RÉGULATION MÉDIATIQUE

La HARC trace la
frontière entre presse
professionnelle et
contenus numériques`
P.6



La Haute Autorité de Régulation de
la Communication Écrite, Audiovi-
suelle et Numérique (HARC) a levé
le voile sur les conditions d'attribution des
badges destinés aux professionnels des...

La Nouvelle République

Tri-hebdomadaire d'informations, d'analyses et de publicité
Au service du développement



MÉCANISATION DE L'AGRICULTURE

Des tracteurs aux récoltes : Le pari agricole de Faure Gnassingbé

Page 3

- Plus de 400 tracteurs progressivement introduits afin de renforcer les capacités des exploitants
- Des agriculteurs de plus en plus soulagés



Faure Gnassingbé : « Face aux défis globaux, l'Afrique doit parler d'une voix plus unie (...) au-delà de ces différences, il existe des intérêts africains fondamentaux qui nous rassemblent »

COMMONWEALTH 2026

Le Togo écrit une nouvelle page de son histoire sportive à Glasgow

Le Togo s'apprête à franchir une nouvelle étape dans son parcours sportif international. À Glasgow, en Écosse, dix athlètes togolais participent pour la première fois aux Jeux du Commonwealth, une compétition qui réunit des sportifs issus des pays membres de cette organisation. Pour cette entrée historique dans le rendez-vous, la délégation nationale bénéficie d'un accompagnement institutionnel marqué, illustré par la présence du ministre délégué chargé des Sports, Abdul-Fahd Fofana.

Le ministre séjourne en Écosse dans le cadre de la réunion ministérielle des pays membres du Commonwealth et de la cérémonie officielle d'ouverture des Jeux. Il a profité de cette présence pour rencontrer les représentants togolais et leur témoigner le soutien des autorités nationales avant le début des différentes épreuves.

Cette première participation intervient quatre ans après l'adhésion du Togo au Commonwealth en 2022. Pour Abdul-Fahd Fofana, cette étape est loin d'être anodine. Elle est l'une des traductions concrètes des réformes menées par les autorités togolaises afin de permettre au pays de satisfaire aux exigences liées à son intégration au sein de l'organisation.

L'entrée du Togo dans le Commonwealth ne se limite pas au sport, puisque l'organisation constitue également un cadre de coopération dans plusieurs domaines. Mais à Glasgow, c'est bien la dimension sportive qui est mise en avant avec une délégation composée de dix athlètes engagés dans trois disciplines : la boxe, l'athlétisme et le judo.

Pour le ministre délégué chargé des Sports, cette participation constitue déjà une étape importante pour le sport togolais. Il a rappelé que les

athlètes ont bénéficié de l'accompagnement de l'État durant leur préparation et que les dispositions nécessaires ont été prises pour leur permettre de participer à la compétition dans de bonnes conditions.

« Notre présence ici est double. Nous participons à la réunion ministérielle des pays membres du Commonwealth, mais nous sommes également venus être aux côtés de nos athlètes, les encourager et leur montrer que toute la nation est derrière eux », a déclaré Abdul-Fahd Fofana.

L'ambition affichée n'est toutefois pas de concentrer les attentes sur une discipline ou sur un sportif particulier. Le ministre veut plutôt placer l'ensemble de la délégation au cœur de l'espoir national. Dans une compétition où chaque athlète aura à défendre les couleurs du pays, l'objectif est de maintenir une dynamique collective et de valoriser chaque performance.

« Notre espoir, c'est le Togo. Nous croyons en tous nos athlètes, sans distinction de discipline. Ils portent les couleurs nationales et méritent tous le même soutien », a-t-il insisté.

Cette première participation est également marquée par la présence d'athlètes binationaux



ayant fait le choix de représenter le Togo. Le ministre a salué cette décision, qu'il considère comme un signe d'attachement au pays et un facteur supplémentaire de cohésion pour

déjà le fruit de leurs performances, tout en les exhortant à faire preuve de détermination au moment de la compétition.

« Nous leur avons demandé de rester humbles

le Togo ne cherche donc pas uniquement à inscrire son nom au palmarès des Jeux du Commonwealth. Il s'agit aussi de poser les bases d'une présence durable dans cette compétition et, plus largement,



l'équipe nationale.

Mais au-delà de la quête des résultats, les autorités togolaises veulent également voir la délégation porter une certaine image du pays. Abdul-Fahd Fofana a ainsi insisté auprès des athlètes sur la discipline, l'humilité, l'exemplarité et le patriotisme. Il leur a rappelé que leur présence à Glasgow est

en dehors des aires de compétition, mais d'avoir de la rage et de l'ambition lorsqu'ils entreront sur le terrain. Ils doivent défendre les couleurs nationales avec fierté. Nous sommes confiants et persuadés que cette équipe donnera le meilleur d'elle-même », a-t-il conclu.

Avec cette participation,

de poursuivre la progression du sport national sur la scène internationale. Glasgow 2026 restera ainsi comme le point de départ d'une nouvelle aventure pour le sport togolais.

Albert ATOUNOU

MÉCANISATION DE L'AGRICULTURE

Des tracteurs aux récoltes : Le pari agricole de Faure Gnassingbé

- Plus de 400 tracteurs progressivement introduits afin de renforcer les capacités des exploitants
- Des agriculteurs de plus en plus soulagés

L'agriculture togolaise est engagée dans une profonde mutation. Longtemps caractérisée par des méthodes de production essentiellement manuelles, elle évolue progressivement vers une agriculture davantage mécanisée, plus productive et plus compétitive. En faisant de la modernisation des exploitations agricoles un axe majeur de sa politique de développement, le gouvernement entend améliorer durablement les performances du secteur, accroître les revenus des producteurs et renforcer la sécurité alimentaire nationale.

Cette ambition se concrétise par l'acquisition et le déploiement de plus de 400 tracteurs dans plusieurs bassins de production. Grâce à ces équipements, les travaux de préparation des sols, de labour et d'entretien des parcelles sont réalisés en un temps record, réduisant considé-



ramblement les efforts physiques des agriculteurs. La mécanisation s'étend également à d'autres maillons de la chaîne de valeur avec l'introduction progressive de motoculteurs, de moissonneuses-batteuses, de batteuses-vanneuses et de chaînes modernes de transformation du riz. Cette évolution permet non seulement d'améliorer les rendements, mais aussi de limiter les pertes après récolte.

Des équipements au service des producteurs

Conscientes que la réussite d'une telle politique ne dépend pas uniquement de l'acquisition de matériels, les autorités ont également investi dans des structures capables d'assurer leur gestion durable. Les Centres régionaux de mécanisation agricole (CRMA), dont les premiers sont implantés à Tchitchao dans la région de la Kara et à Kpalimé dans les Plateaux-Ouest, offrent aux producteurs un accès aux équipements, aux services de maintenance ainsi qu'à un ac-

compagnement technique permanent. Ces centres constituent aujourd'hui un maillon essentiel de la modernisation agricole en rapprochant les services spécialisés des exploitants.

La formation occupe également une place centrale dans cette stratégie. Plus de 300 tractoristes ont déjà été formés à la conduite, à l'entretien et à la maintenance des engins agricoles. Cet investissement dans le capital humain favorise l'émergence d'une expertise nationale capable d'assurer la pérennité des équipements tout en créant de nouveaux débouchés professionnels pour les jeunes. La mécanisation devient ainsi un vecteur d'emplois qualifiés en milieu rural, bien au-delà de la seule production agricole.

Les investissements bénéficient aussi aux Zones d'aménagement agricole planifié (ZAAP), où les opérations de dessouchage, de nivellement et de labour mécanisé facilitent la mise en valeur des terres. Dans plusieurs localités, les producteurs constatent déjà une amélioration de leurs conditions de travail. Les

délais de préparation des champs sont réduits, les superficies cultivées augmentent et les récoltes peuvent être acheminées plus rapidement vers les unités de stockage ou de transformation, améliorant ainsi la rentabilité des exploitations.

Une nouvelle économie rurale

Autour de cette dynamique se développe progressivement une véritable économie des services agricoles. La maintenance des engins, la location de matériels, les prestations de travaux mécanisés ou encore la fourniture de pièces de rechange favorisent l'émergence de nouvelles activités entrepreneuriales. À terme, les Entreprises cantonales de travaux mécanisés (ECTM) devraient renforcer cette offre de services de proximité et permettre aux petits producteurs d'accéder à la mécanisation sans supporter le coût élevé de l'acquisition des équipements.

La mécanisation constitue également un levier important d'adaptation aux effets du changement climatique. En permettant d'intervenir rapidement pendant les courtes fenêtres favorables aux travaux agricoles, les équipements modernes limitent les retards de semis et de récolte souvent provoqués par les aléas météorolo-

giques. Cette réactivité améliore les performances des exploitations et contribue à sécuriser les productions agricoles.

Un levier pour l'avenir

Les femmes figurent parmi les principales bénéficiaires de cette modernisation. Très présentes dans les activités de production, de transformation et de commercialisation, elles voient la pénibilité des travaux diminuer grâce aux nouveaux équipements. Le temps ainsi économisé peut être consacré à d'autres activités économiques, au développement de petites entreprises rurales ou à la valorisation des produits agricoles, renforçant ainsi leur autonomie économique.

À travers cette politique, le gouvernement ne cherche pas uniquement à accroître les volumes de production. L'objectif est de bâtir une agriculture moderne, capable de répondre aux besoins alimentaires du pays, de soutenir les exportations agricoles et d'offrir de meilleures perspectives économiques aux populations rurales. Associée au développement de l'irrigation, aux semences améliorées, aux ZAAP et à la recherche agricole, la mécanisation apparaît désormais comme l'un des principaux moteurs de la transformation structurelle de l'agriculture togolaise et du développement durable des campagnes.

Gabriel BLIVI

La Nouvelle République
Trimestriel d'informations, d'analyses et de publicité

Récépissé N° 0662/17/10/25
Journal La Nouvelle République
Édité, par BKG Communication
SARL U
Tél : 00228 92 49 93 83
71908670/90144815
Email : gabrielblivi@gmail.com
Siège: Agoè Cacaveli

Directeur Général
BLIVI Kpakpo

Directeur de Publication
AFANOU Yawovi Midodji

Redacteur en chef
Eli Goka-Adokanou

Rédaction
Gabriel BLIVI
Prudence AFANOU
Charles AYI
Robert A.
Infographie : Lord Germann
Imprimerie : Direct Print

TAUX DE PAUVRETÉ SOUS LE SEUIL DE 15 %

La grande ambition de Faure Essozimna Gnassingbé à l'horizon 2040

Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, veut accélérer la réduction de la pauvreté au Togo. À travers la vision nationale à l'horizon 2040, le pays s'est fixé pour objectif de faire reculer le taux de pauvreté à moins de 15 %, contre 42,4 % en 2023. Cette ambition s'inscrit dans la continuité des réformes économiques et sociales engagées ces dernières années pour améliorer durablement les conditions de vie des populations.

Les premiers résultats témoignent d'une évolution encourageante. Entre 2019 et 2023, la pauvreté monétaire est passée de 45,5 % à 42,4 %. Dans le même temps, la

pauvreté multidimensionnelle, qui prend en compte l'accès à l'éducation, à la santé et aux services essentiels, est descendue de 37,1 % à 28,9 % entre 2018-2019 et 2021-2022, selon



l'INSEED. Pour atteindre cette cible, Faure Gnassingbé mise

sur la création d'emplois, l'industrialisation, la modernisation de l'agricultu-

re, l'amélioration des infrastructures, ainsi que le renforcement des systèmes de santé, d'éducation et de protection sociale. L'objectif est de bâtir une croissance plus inclusive, capable de réduire durablement les inégalités et d'offrir de meilleures perspectives aux Togolais.

Gabriel BLIVI

TRANSPORTS ET TOURISME

Les moteurs de la croissance économique au Togo en 2025

Les secteurs des transports et du tourisme ont confirmé leur bonne dynamique au quatrième trimestre 2025, traduisant les effets des investissements engagés par le gouvernement pour renforcer les infrastructures et soutenir l'activité économique. Selon les dernières données disponibles, les deux branches ont enregistré une nette progression de leur chiffre d'affaires.

Le secteur des transports affiche une croissance annuelle de 13,9 %, portée notamment par le transport maritime dont le chiffre d'affaires a bondi de 296,4 %. Le transport terrestre a également contribué à

cette performance avec une hausse de 45,9 %, reflet du dynamisme des activités logistiques et des échanges commerciaux. Le tourisme poursuit également son redressement. Les activités d'hébergement et de restauration ont



progressé de 24,9 %, soutenues par la hausse de la fréquentation des établisse-

ments touristiques et les investissements réalisés pour améliorer les infrastruc-

tures et promouvoir la destination Togo. Ces performances s'appuient sur plusieurs réformes, notamment la modernisation du Port autonome de Lomé, l'amélioration du réseau routier et les investissements consacrés au secteur touristique. Au-delà des chiffres, cette dynamique contribue à la création d'emplois, au développement des services et au renforcement de la croissance du secteur tertiaire, principal moteur de l'économie togolaise.

Gabriel BLIVI

PRÈS DE 100 000 POINTS LUMINEUX INSTALLÉS SUR LE TERRITOIRE

Le réseau d'éclairage public progresse de 26,29 % au Togo

Le Togo poursuit l'extension de son réseau d'éclairage public. En 2024, le pays comptait 99 718 points lumineux, soit une progression de 26,29 % par rapport à 2023. Cette évolution s'inscrit dans les efforts engagés pour améliorer les infrastructures urbaines et rurales, notamment grâce au déploiement de 50 000 lampadaires solaires intelligents par l'Agence togolaise d'électrification rurale et des énergies renouvelables (AT2ER).

Les installations couvrent l'ensemble du territoire. Le Grand Lomé concentre 33 331 lampadaires, la région Maritime en compte 34 298, tandis que les régions de la Kara et des Savanes totalisent 35 089

points lumineux. Avec une puissance installée de 8,99 MW, ce réseau accompagne la politique nationale d'amélioration de l'accès à l'énergie. Au-delà de l'éclairage des voies publiques, ces infrastructures renforcent la



sécurité des populations en facilitant les déplacements nocturnes et en réduisant les zones d'obscurité. Elles

favorisent également le développement des activités économiques, notamment le commerce de proximité,

les services et les marchés fonctionnant en soirée. Le recours aux lampadaires solaires traduit aussi le choix du Togo d'intégrer les énergies renouvelables dans ses infrastructures publiques. En combinant accès à l'énergie, sécurité et développement local, l'extension de l'éclairage public contribue à améliorer le cadre de vie des populations et à soutenir la transformation des territoires.

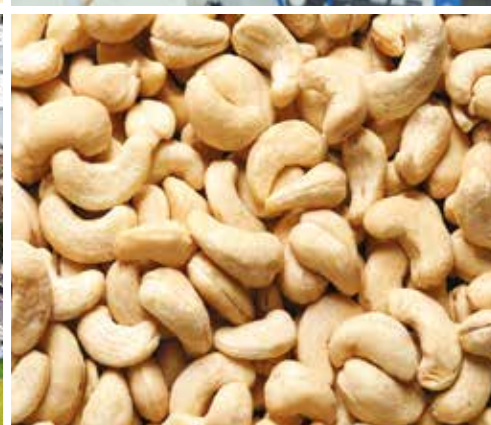
Albert ATOUNOU



Un partenariat public-privé entre
Le République Togolaise et ARISE IIP



UN ÉCOSYSTÈME INDUSTRIEL INTÉGRÉ DE 400 HECTARES, AVEC UN GUICHET UNIQUE



China Africa Building Material TOGO SAU(CBM TOGO SAU)
中非建材多哥股份公司

+228 22 53 01 70 | pia@arisenet.com | www.pia-togo.com

RÉGULATION MÉDIATIQUE

La HARC trace la frontière entre presse professionnelle et contenus numériques`

La Haute Autorité de Régulation de la Communication Écrite, Audiovisuelle et Numérique (HARC) a levé le voile sur les conditions d'attribution des badges destinés aux professionnels des médias lors des manifestations publiques. Cette mise au point, effectuée lors d'une rencontre cruciale avec les organisations de presse le vendredi 24 juillet 2026, en présence du ministère de la Communication et des Médias, répond aux interrogations soulevées par la gestion des accréditations durant les récents Evala 2026. L'institution a tenu à délimiter clairement son rôle et ses prérogatives dans ce processus, souvent source de confusion.

Clarification du rôle de la HARC :	ciées selon la portée de l'événement :	Contexte et enjeux des Evala 2026 :
L'institution de régulation a fermement précisé qu'elle n'était en aucun cas impliquée dans la conception ou la distribution physique des badges remis par les comités d'organisation des événements. Son mandat, tel que rappelé lors de cette session d'information, se concentre exclusivement sur la délivrance des badges de presse officiels, réservés aux journalistes dûment titulaires d'une carte de presse, et ce, pour les événements d'envergure nationale.	La HARC a souligné que pour les manifestations de portée régionale ou préfectorale, la responsabilité de la conception et de la distribution des badges incombe entièrement aux organisateurs locaux. Cette distinction est fondamentale pour comprendre la chaîne de responsabilité et éviter toute confusion quant aux attributions. L'objectif est d'assurer une gestion transparente et efficace des accès, tout en garantissant la présence des journalistes accrédités dans les conditions optimales.	La tenue de cette rencontre et les précisions apportées par la HARC font suite aux interrogations et aux éventuelles difficultés rencontrées lors de la gestion des accréditations durant les Evala 2026. Ces événements, de par leur ampleur et leur visibilité, nécessitent une organisation rigoureuse des accès pour les professionnels des médias, afin de leur permettre de couvrir au mieux les manifestations tout en assurant la sécurité et le bon déroulement des opérations. Cette clarification devrait permettre aux journalistes



de mieux appréhender les démarches à suivre pour obtenir leurs accréditations en fonction de la nature de l'événement. Elle rappelle également aux comités d'organisation leurs responsabilités spécifiques dans la gestion des badges, qu'ils soient de conception interne ou liés à des événements d'envergure nationale nécessitant l'intervention de la HARC. En apportant ces précisions, la HARC réaffirme son engagement envers la transparence et l'efficacité dans la régulation du sec-

teur de la communication. Cette démarche vise à fluidifier les relations entre les institutions, les professionnels des médias et les organisateurs d'événements, contribuant ainsi à un environnement médiatique plus serein et professionnel. Les journalistes sont désormais invités à se référer aux directives spécifiques de la HARC pour les événements nationaux et aux comités d'organisation pour les manifestations régionales ou locales.

Prudence AFANOU

L'ANVT SE DIGITALISE

Une application mobile pour démocratiser l'accès au volontariat au Togo

L'Agence Nationale du Volontariat au Togo, ANVT, franchit une nouvelle étape dans la modernisation de son offre. L'institution a procédé au lancement officiel de son application mobile, un outil conçu pour rapprocher le volontariat des citoyens et en faciliter l'accès.

Désormais disponible sur smartphone, la plateforme numérique entend lever les barrières administratives qui freinaient encore l'engagement. Elle permet à tout Togolais, où qu'il se trouve, de consulter l'ensemble des programmes proposés, d'y postuler directement et de suivre l'évolution de sa candidature en temps réel. Qu'il s'agisse du Volontariat National de Compétences, VNC, du Volontariat d'Engagement Citoyen, VEC, du Volontariat Senior, VS, ou encore du Volontariat International de Réciprocité,

VIR, toutes les opportunités sont désormais centralisées au creux de la main. Au-delà de la candidature, l'application offre également une transparence inédite. Les volontaires peuvent consulter le statut de leur dossier, accéder aux informations relatives à leurs allocations et disposer d'un suivi personnalisé de leur parcours. L'objectif est clair : moins de paperasse, plus de fluidité et une relation directe entre l'agence et les citoyens engagés.

15 ans d'engagement citoyen au service du développement



Ce virage numérique intervient alors que le volontariat s'est imposé comme un levier majeur de participation citoyenne au Togo. Depuis la création de l'ANVT en 2011, 83 842 Togolais se sont déjà mobilisés au service de l'intérêt général. Ce vivier se répartit entre 33 919 volontaires en compétences, 45 736 en engagement citoyen, 2 921 seniors et 127 volontaires en réciprocité internationale. Sur le terrain, leur action

est tangible. Ils renforcent les liens de solidarité, accompagnent les communautés les plus vulnérables, contribuent à l'inclusion sociale et soutiennent les politiques publiques de développement à la base. La dynamique se poursuit en 2026. Au seul titre du premier semestre, l'ANVT a mobilisé 5 497 nouveaux volontaires. Dans le même temps, 494 d'entre eux ont été immatriculés à la CNSS, 2 405 candidats ont bénéficié de sessions de sensibilisation et 5 498

personnes ont été accompagnées dans leur processus d'insertion socioprofessionnelle.

Rendre le volontariat plus attractif pour la jeunesse

Avec cette application, l'ANVT poursuit son ambition de rendre le volontariat plus accessible, plus transparent et plus attractif. Le pari est particulièrement tourné vers la jeunesse togolaise, principale cible de cette innovation, afin de lui offrir un canal simple et direct pour s'engager et mettre ses compétences au service de la nation. En digitalisant son dispositif, l'Agence entend ainsi consolider le volontariat comme une véritable école de citoyenneté, de compétence et de solidarité, au cœur de la construction d'un Togo plus inclusif.

Prudence AFANOU

Un super «El Nino» imminent pourrait coûté cher à l'Afrique

Les prévisionnistes avertissent que le phénomène climatique El Niño — qui provoque souvent de graves sécheresses, inondations et tempêtes sur le continent africain — pourrait devenir l'un des plus puissants jamais observés si les tendances actuelles au réchauffement de l'océan Pacifique se poursuivent.

Outre la menace qui pèse sur la sécurité alimentaire et hydrique, les finances publiques et le secteur bancaire pourraient également être mis à mal si des catastrophes endommageraient les infrastructures et laisseraient des pays à court de liquidités dans l'incapacité de rembourser les prêts correspondants. Nos confrères de l'agence Reuters ont interrogé Anthony Nyona, directeur

chargé du changement climatique et de la croissance verte à la Banque africaine de développement. L'expert en climat confirme que le phénomène super el Nino imminent risque d'infliger des pertes totales, comprises entre 10 et 20 milliards de dollars aux pays africains touchés. En plus de ce préjudice économique, des migrations massives depuis les zones les durement touchées pourraient advenir.



Les conditions de sécheresse dont souffre une grande partie de la région du Sahel depuis quelques années pourraient persister,

tandis que l'expérience du Mozambique après le cyclone Idai en 2019 montre qu'il peut falloir des années pour se remettre de

tempêtes majeures.

ONU

L'Ougandais Olara Otunnu, septième candidat à la présidence de l'ONU

L'Ouganda a officiellement rejoint la course à la succession du secrétaire général des Nations Unies samedi.

Olara Otunnu, ancien candidat de l'opposition à la présidence de son pays et ancien haut responsable de l'ONU est donc le septième candidat. Âgé de 75 ans, Mr Otunnu a occupé le poste de secrétaire général adjoint des Nations unies et de représentant spécial pour les enfants et les conflits armés de 1997 à 2005, sous le mandat de l'ancien secrétaire général Kofi Annan. Les six autres candidats en lice pour succéder à Antonio Guterres, dont le mandat s'achève le 31 décembre, sont la Chilienne

Michelle Bachelet, l'Équatorienne María Fernanda Espinosa, l'Argentin Rafael Grossi, la Costarienne Rebeca Grynspan, la Guyanienne Carolyn Rodrigues-Birkett et l'ancien président sénégalais Macky Sall.

Ces six candidats ont participé jeudi à un débat télévisé.

Les 15 membres du Conseil de sécurité des Nations unies doivent organiser le 30 juillet prochain, leur premier vote indicatif à bulletin secret afin d'évaluer leurs préférences parmi les candidats.



Cette étape sera suivie d'un nombre indéterminé de nouveaux tours de scrutin jusqu'à ce qu'un candidat obtienne les neuf voix né-

cessaires, sans être bloqué par le veto de l'un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité : les États-Unis, le Royaume-

Uni, la Chine, la France et la Russie.

Lisez et faites lire
votre Journal

La Nouvelle République



Beaufort
PREMIUM QUALITY
LAGER

FALLY
IPUPA

600*
FCFA
BOUTEILLE
50cl



   L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION. * PRIX CONSEILLÉ LA BOUTEILLE DE 50CL    